



## DECLARATION FSU CSAD 62 – 29 mars 2023

Nous tenons d'abord à remercier les services de l'inspection académique pour les documents fournis, dans des formats éditables, et pour la qualité des échanges en groupe de travail. Nous sommes conscients de l'exercice difficile qui est le leur dans ce cadre contraint de réduction de moyens, nous les remercions donc pour les situations de collègues qui pourront être améliorées.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les représentants du CSAD,

*« Mettre le pays à l'arrêt, c'est prendre le risque d'une catastrophe écologique, agricole, sanitaire, voire humaine, dans quelques mois »* nous disait Olivier Véran à l'approche du 7 mars. Ne manquait plus à cette vision apocalyptique que les eaux de la Seine transformées en sang et les invasions de sauterelles !

Discours totalement hors-sol d'un gouvernement répondant à la mobilisation depuis la mi-janvier de millions de salariés contre une réforme des retraites inutile et injuste.

Mais qui aurait pu prévoir ces mobilisations et manifestations spontanées ce 16 mars dernier après le recours en catastrophe au 49.3 par le gouvernement ?

Il suffirait donc de 9 voix pour que 18 millions d'actifs en prennent pour 2 ans ferme ?

Non, quarante-neuf-trois fois non !

Hier encore, dans les rues, ce mardi 28 mars 2023, au 10ème jour de mobilisation intersyndicale, ont défilé des millions de personnes, pour dire non à ce projet de réforme de régression sociale, pour dire aussi que la violence est avant tout celle de ceux qui, ayant tout, veulent encore prendre davantage à ceux qui ont peu.

Ceux qui, dans le même temps, continuent de s'enfermer dans des postures autoritaires et refusent d'entendre la principale revendication de l'intersyndicale et des millions de personnes mobilisées – le retrait du projet de réforme des retraites -, préférant multiplier les provocations et jouer la carte de la division des salariés, en réactivant les détestables discours sur l'irresponsabilité des grévistes.

Au-delà du mouvement social que le pays traverse, c'est une grave crise démocratique qui s'annonce. Quand on traite les gens par l'ironie ou l'indifférence, on crée de l'agacement et de la frustration, mais quand on les traite par le mépris, on crée de la colère et de la révolte. C'est un pari très risqué pour l'avenir du pays, c'est faire le lit d'une forme de désespérance sociale et politique dont se nourrit le Rassemblement National.

Dans ce contexte social tendu et cette forte période d'inflation, et plutôt que de tenir ses promesses de campagnes, le président Macron nous propose le « Pacte ». Comme si nous ne travaillons pas encore assez, rappelons que la DEPP évalue le temps de travail des enseignants à plus de 40h/semaine, le ministère décide de charger davantage encore

la barque, avec une augmentation supplémentaire des missions et du temps de travail, quitte à dénaturer nos métiers et à modifier le fonctionnement des établissements. La FSU le dit et le répète, le pacte n'est pas une revalorisation, c'est au mieux une rémunération du travail fait ! Alors que c'est tout le contraire de ce que demandent les équipes : nous voulons plus de temps pour faire correctement notre travail et une amélioration de nos conditions de travail. Ce pacte ne résoudra pas le problème du manque d'attractivité auquel fait face le métier, quand bien même le ministère irait jusqu'à supprimer le concours ! Concernant les salaires, rappelons également que nos collègues AESH et AED en REP et REP+ n'ont pas encore à ce jour perçu les primes qui leur sont dûes.

Par ailleurs, comme si cela ne suffisait pas, au collège, le ministre Pap N'Diaye, amorce une nouvelle réforme du collège. Bien qu'encore floue, les premiers éléments vont dans un seul sens : faire une fois de plus des économies de moyens ! Cela a commencé avec les annonces sur la nouvelle 6e, où, pour rester dans l'enveloppe des 26h, et avancer sur les fondamentaux et la primarisation, le choix a été fait de sacrifier la technologie d'un trait de crayon par voie de presse dès janvier, et sans qu'aucun texte réglementaire ne soit encore paru.

Concernant la rentrée 2023, la légère baisse démographique aurait pu permettre de meilleures conditions de travail dans les classes, mais à l'inverse, nous déplorons la poursuite des suppressions des postes : 481 dans la France entière, 149 rien que dans l'académie de Lille. Dans les collèges du Pas-de-Calais, ce sont encore 40 postes qui seront supprimés à la rentrée prochaine. Que cela passe par une réforme, par l'augmentation des heures supplémentaires ou des effectifs dans les classes, le résultat est toujours le même : moins de moyens pour le service public d'éducation et une dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels dans les établissements. Peu de disciplines échappent à l'hémorragie. Pour preuve, le nombre de compléments de service, 304 pour la rentrée 2023, continue d'illustrer chaque année la triste dégradation des conditions de travail des collègues. Conséquence concrète de ces baisses de moyens, ce sont encore 11 collègues de collèges du Pas-de-Calais qui subissent une mesure de carte scolaire pour la rentrée prochaine. Parmi eux, 2 collègues de technologie, discipline de fait la plus impactée cette année avec 41 collègues concernés par un complément de service et 8 suppressions de postes vacants.

Enfin, pour la 2e rentrée consécutive, il y aura dans notre département une quarantaine de stagiaires à temps plein devant les élèves, ce qui, en plus d'entériner la dégradation des conditions d'entrée dans le métier, va continuer de réduire les possibilités de mutations au mouvement intra-académique, déjà très impactées par les nombreuses suppressions de postes des années précédentes.

Pour conclure, la FSU continuera de lutter contre ce projet de réforme des retraites, mais aussi pour une véritable revalorisation de tous les personnels, pour la défense de nos métiers, de nos conditions de travail, et d'un service public d'éducation de qualité.